

# Zitelmann – Où est le Gerhard Schröder français ?

CHRONIQUE. Il y a près de vingt ans, le chancelier allemand réformait courageusement son pays, une voie que la France n'a pas encore prise.

*Par Rainer Zitelmann\**

Publié le 17/08/2020 à 16:00 | [Le Point.fr](https://www.lepoint.fr)



L'état relativement préoccupant de l'économie française n'est pas dû à la pandémie liée au coronavirus, mais celle-ci agit en révélateur de tendances délétères à l'œuvre depuis déjà longtemps. En quelques mots, on peut dire que l'État a trop d'influence en France, et ne laisse pas assez de liberté aux forces du marché. Lorsqu'il est devenu président de la République, Emmanuel Macron semblait tout à fait conscient du problème : il se donnait alors pour but d'accomplir plusieurs réformes salutaires en faveur d'une économie de marché libérale rappelant celles que parvint à faire appliquer en Allemagne le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder au début des années 2000. Malheureusement, depuis son élection en 2017, il faut bien dire que Macron a reculé, voire capitulé, face à l'intransigeance de la société française, laquelle accorde toujours plus facilement sa confiance à l'État qu'au marché.

L'édition 2020 du Edelman Trust Barometer, enquête d'opinion menée auprès de plus de 34 000 personnes dans vingt-huit pays différents, met au jour un fort sentiment de défiance à l'encontre du capitalisme, et ce, dans le monde entier. 56 % des sondés répondent ainsi par l'affirmative à ce postulat : « Sous sa forme actuelle, les effets du capitalisme à travers le monde sont négatifs plutôt que positifs. » Parmi les nations occidentales ciblées par l'enquête, c'est la France qui compte le plus de sondés hostiles au capitalisme, ce taux d'insatisfaction y atteignant 69 %. Il est moitié moins élevé dans le pays le plus procapitaliste, le Japon, où seuls 35 % des sondés jugent le capitalisme plus nocif que bénéfique.

Chaque année, la Heritage Foundation établit un classement de tous les pays du monde selon le degré de « liberté économique ». La France et l'Italie se trouvent à une place très lointaine comparativement à leurs voisins européens. Selon le classement 2020, le Royaume-Uni se place au 7<sup>e</sup> rang, suivi du Danemark au 8<sup>e</sup>, des Pays-Bas au 14<sup>e</sup>, de l'Allemagne au 27<sup>e</sup>, tandis que la France se retrouve au 64<sup>e</sup> rang entre le Bahreïn et la Serbie, et l'Italie au 74<sup>e</sup> rang entre le Guatemala et le sultanat d'Oman.

**Lire aussi Pourquoi les Français aiment moins les riches que d'autres**

## **Le modèle allemand**

Les réformes orientées vers l'économie de marché peuvent avoir bien des effets positifs, comme le montre l'exemple de l'Allemagne. Aujourd'hui en bonne santé économique, le pays doit sa prospérité aux réformes réalisées par Gerhard Schröder plus qu'à celles d'Angela Merkel, qui lui a succédé. En effet, même si cela semble difficile à imaginer vu la solidité actuelle de l'économie allemande, la situation était pourtant désastreuse au début des années 2000.

Après des décennies de leadership économique en Europe, l'Allemagne était alors à la traîne des autres pays, voyant sa croissance ralentir et son taux de chômage monter à 11,3 %, soit 4,7 millions d'Allemands sans emploi. Le PIB commença à plonger au premier trimestre 2003 après avoir stagné toute l'année 2002, et les fonds de pension de l'État, centralisés, couraient le risque de faillite face à d'importants changements d'ordre démographique, la baisse de la consommation des ménages et la hausse des charges sociales.

Pour Gerhard Schröder, il fallait réagir tout de suite et régler ces problèmes : « Ce n'est plus une question de redistribution de surplus. Il n'est plus temps d'espérer contenter des aspirations supplémentaires. Si nous décidons, en revanche, de consolider notre prospérité, de poursuivre un développement durable et de refonder un certain sentiment d'égalité, alors, il nous faudra revoir à la baisse une partie de

nos attentes actuelles, et réduire ou même supprimer des acquis sociaux qui étaient justifiés un siècle auparavant, mais qui sont aujourd'hui moins cruciaux, et donc moins justifiables. »

## « Le programme de Schröder entendait rétablir l'équilibre entre l'État providence et l'économie de marché. »

Pendant quatre ans, Schröder tenta de faire adopter ses propositions réformatrices aux syndicats patronaux et d'employés. Malgré ces entrevues « au coin du feu » régulières, les dirigeants syndicaux s'entêtèrent dans leurs refus, tout aussi récalcitrants que l'ont récemment été leurs homologues français. Las des demandes incessantes des syndicats réclamant une taxation accrue des plus gros revenus, l'augmentation des emprunts publics et un projet de plan d'investissement à hauteur d'un milliard d'euros, le chancelier sortit de ses gonds face au leader syndical Frank Bsirske lors d'une ultime réunion, le 3 mars 2003, lui répondant sèchement que ses critiques étaient parmi les choses les plus idiotes qu'il avait jamais entendues.

### **Lire aussi Raymond Aron : le penseur pour résister à la bêtise**

Moins de deux semaines plus tard, le 14 mars 2003, Schröder tenait un discours de quatre-vingt-dix minutes devant le Reichstag, présentant ses propositions pour l'horizon 2010 : « Il nous faudra réduire les avantages sociaux, récompenser l'esprit d'entreprise et demander à chaque individu une contribution accrue. » Son vaste agenda de réformes sans compromis incluait une mesure alignant l'allocation versée aux demandeurs d'emploi sur les minima sociaux du plus bas échelon d'allocation-chômage pour s'assurer que personne ne pourrait plus désormais « se tourner les pouces et laisser les autres faire le boulot. Quiconque refuse une offre d'emploi pourtant convenable (nous modifierons les critères de ce qui est acceptable ou non) sera soumis à des pénalités. »

Le programme de Schröder entendait rétablir l'équilibre entre l'État providence et l'économie de marché en assouplissant les réglementations qui protègent les employés des licenciements abusifs et en réduisant les droits sociaux des travailleurs non salariés. Le versement des allocations-chômage fut limité à douze mois, la prime à la recherche d'emploi supprimée, les conditions d'acceptation ou de refus des offres d'emploi proposées durcies. De même, les protections liées aux contrats de travail furent affaiblies, les conditions de travail des professions qualifiées dérégulées. Tout cela vint à l'appui des réductions d'impôts déjà mises en place par

Schröder et son gouvernement à destination des contribuables et des entreprises : entre 1999 et 2005, le taux d'impôt sur le revenu le plus élevé passa graduellement de 53 % à 42 %.

## Compétitivité

Cet « Agenda 2010 » se heurta à une résistance importante, comme d'autres efforts similaires dans d'autres pays visant à réduire des systèmes de protection sociale tout aussi démesurés. Même le parti de Schröder, le SPD, ne fut pas en reste pour critiquer les mesures, et les syndicats tout autant : ces réformes leur semblaient des attaques en règle contre les droits sociaux des travailleurs, animées par les forces du « néolibéralisme », voire d'un « radicalisme de marché ». Pourtant, à moyen terme, ces réformes se révélèrent extrêmement efficaces, contribuant à réduire drastiquement le chômage dans toute l'Allemagne : son taux diminua de moitié entre 2003 et 2019, passant de 11,3 % à seulement 5 %. Cela tint aussi en partie à l'amélioration significative de la capacité de l'Allemagne à conserver sa position en termes de compétitivité sur le marché mondial, ce qui se traduit par une augmentation du PIB, de 2 130 milliards d'euros en 2003 à 3 440 milliards d'euros en 2019. Pendant ce temps, les nations européennes n'ayant pas réussi à faire passer des réformes similaires, comme la France ou l'Italie pour ne citer qu'elles, ne purent que regarder avec envie l'Allemagne améliorer sa performance économique.

Si les dernières décennies nous ont appris quelque chose, c'est qu'à chaque fois que l'influence de l'État devient trop importante, des réformes encourageant le libre-échange doivent venir corriger son action. C'est ce que le Royaume-Uni a fait dans les années 1980 grâce à Margaret Thatcher, ou la Suède dans les années 1990 : ces deux pays ont su réduire l'influence excessive du gouvernement sur l'économie et donner au marché la liberté nécessaire pour qu'il s'épanouisse. Voilà ce dont a besoin aujourd'hui la France : un politicien qui saura défendre un programme de réformes avec la même détermination que Gerhard Schröder ou Margaret Thatcher, capable de tenir tête aux rangs serrés des réfractaires à toute réforme.

\*Rainer Zitelmann est un historien et sociologue allemand. Il est l'auteur de *The Rich in Public Opinion* (2020), *The Power of Capitalism* (2019) et *The Wealth Elite* (2018).

ECONOMIE

POLITIQUE

DÉBATS



De Gaulle - Penser, résister, gouverner



Son nom est devenu synonyme d'une France libre et puissante. De Gaulle, l'homme de l'appel du 18 juin s'est imposé dans l'histoire d'abord comme un rebelle, un résistant puis comme un leader politique charismatique, en France comme à l'étranger. Adoré, haï du temps de sa présidence, il est devenu après sa mort un mythe, un idéal d'homme politique qu'à droite comme à gauche on se prend à regretter.

## CONTENUS SPONSORISÉS

Taboola Feed

### A DÉCOUVRIR SUR LE POINT

La chanteuse Angèle fait son coming out

« Paris Match » se sépare de Valérie Trierweiler, la journaliste sous le choc

Brigitte Bardot : ses dernières instructions pour sa mort

Un hélicoptère iranien dépose des soldats sur un pétrolier étranger

Palavas-les-Flots : les habitants ne supportent plus leurs touristes

François Bayrou va être nommé à la tête du « haut-commissariat au Plan »

La fille de Marine Le Pen victime d'un cambriolage

La cote de confiance d'Emmanuel Macron grimpe encore, Jean Castex à 36 %

## 145 COMMENTAIRES

Par jeromesavona le 19/08/2020 à 20:13

@bryval

Un très bon résumé factuel.

Par cactus 22 le 19/08/2020 à 19:22

### **Mort de rire**

Il faut qu'ils s'y mettent a plusieurs pour me tenir tête et pas un pour pondre un commentaire digne de ce nom !

Le bonjour chez vous et mes amitiés à votre idéologie qui a tristement marqué le XXeme siècle.

Par Libéral-laïc-conservateur le 19/08/2020 à 19:07

### **@CAIUS**

Vos posts sont très plaisants et convaincants.

L'analyse que certains lecteurs font des socialistes me fait penser à ce qu'on dit des parasites. Un bon parasite ne tue pas son hôte.

Un bon socialiste et un bon fonctionnaire non plus. Il sait qu'il a besoin des libéraux pour créer de la richesse et la ponctionner avec mesure. S'il en ponctionne trop, il finit par tuer son hôte et mourir avec lui. C'est le chemin que prend la France malheureusement avec Mitterand, Hollande et, un peu aussi, Macron. Giscard, Chirac et Sarkozy n'ont guère fait mieux ; en fait, ils n'ont rien fait.

Schroder, lui, était un bon socialiste. Il a compris qu'il fallait calmer le jeu.